

Burundi : deux journalistes en garde à vue après avoir rencontré un détenu

@rib News, 07/11/2010 - Source AFP Deux journalistes d'un hebdomadaire indépendant sont détenus depuis vendredi à Bujumbura, capitale du Burundi, après avoir rencontré un ancien rebelle en détention, a-t-on appris dimanche de source policière et auprès de leur avocat. "Deux journalistes du journal Iwacu, Elise Ngabire et Dieudonné Hakizimana, ont été arrêtés vendredi alors qu'ils revenaient de la prison de Mpimba où ils étaient aller visiter un proche", a annoncé leur avocat, Me Jean de Dieu Muhunzenge.

"Ils ont été conduits à la Brigade spéciale de recherche (BSR) où ils sont détenus jusqu'ici", a poursuivi l'avocat, ajoutant que tout droit de visite leur avait été refusé. "Les deux journalistes sont allés visiter un certain Edouard, membre des (ex-rebelles) FNL et arrêté pour terrorisme, qui leur a donné une lettre qui contenait les noms de tous les membres de ce parti qui sont en prison, (et) les raisons de leur arrestation", a indiqué le général David Nikiza, commissaire général de région policière Ouest du Burundi. Le haut responsable de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL) qui avait été arrêté en juin, est accusé d'avoir participé aux attaques à la grenade qui ont frappé le Burundi après le résultat des élections communales de mai par l'opposition. Selon le général Nikiza, "ces deux personnes ont été arrêtées à titre privé car on les a soupçonnées d'être des complices de ces malfaiteurs". Selon un responsable du journal Iwacu, la liste, remise aux journalistes, "était destinée aux ligues des droits de l'homme". "Cette arrestation est une illustration de plus de la répression qui frappe les journalistes dans ce pays", a déclaré le président de l'Union burundaise des journalistes Alexandre Niyungeko, évoquant notamment la détention depuis le 17 juillet de Jean-Claude Kavumbagu, directeur du journal en ligne Net Press. Une série d'incidents armés ces dernières semaines, attribués par le pouvoir à "des bandits non identifiés", ont tendu le climat au Burundi. La contestation du processus électoral de mai-juin par l'opposition fait planer la crainte d'une reprise de la violence dans ce pays marqué par une guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006.